

ARRÊTÉ MUNICIPAL

Direction Voirie

N° CN-2023-899

- transmission en préfecture le :
- publié le :
- notifié le :

ARRÊTÉ PERMANENT DE CIRCULATION

AVENUE MONTAIGNE, RUE BLAISE PASCAL, IMPASSE DES LOGIS FLEURIS ET ROUTE DES LOGIS FLEURIS

LIMITATION DE VITESSE À 30 KM/H

Le Maire de la ville d'Annecy ;

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription ;

VU le Code de la route et notamment les articles R.411-8 et R.413-1 ;

Vu l'arrêté n°143/2005 en date du 31/05/2005 de la commune déléguée de Seynod ;

CONSIDÉRANT qu'il incombe à l'autorité détentrice du pouvoir de police de circulation de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique ;

CONSIDÉRANT qu'afin d'inciter les véhicules à réduire leur vitesse dans l'AVENUE MONTAIGNE, la RUE BLAISE PASCAL, l'IMPASSE DES LOGIS FLEURIS et la ROUTE DES LOGIS FLEURIS, il convient de mettre en œuvre des aménagements adaptés ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h AVENUE MONTAIGNE, RUE BLAISE PASCAL, IMPASSE DES LOGIS FLEURIS et ROUTE DES LOGIS FLEURIS.

ARTICLE 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté abrogent et remplacent toutes les dispositions antérieures, notamment celles de l'arrêté n°143/2005 en date du 31/05/2005 de la commune déléguée de Seynod.

ARTICLE 3 :

La Direction de la Voirie de la ville d'Annecy est chargée de l'exécution de la mise en place de la signalisation en respectant les règles définies dans l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et le Code de la route.

ARTICLE 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prennent effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire de la ville d'Annecy dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble par voie postale (2 place Verdun, BP 1135, 38022 Grenoble cedex) ou par voie électronique (Télérecours citoyens, www.telerecours.fr) dans le délai de deux mois :

- à compter de la notification de l'arrêté ou de sa date de publication ou
- à compter de la réponse de la ville d'Annecy, si un recours gracieux a été préalablement déposé.

ARTICLE 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la ville d'Annecy et les agents placés sous ses ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié et/ou publié selon la procédure légale.
